

Cet entretien avec Hocine Belalloufi a été réalisé par Luís Leiria publié le 25 février en portugais sur le site Esquerda.net, et fait suite à plusieurs contributions de sa part [publiées sur notre site](#).

Hocine Belalloufi est journaliste et militant de gauche basé à Alger. Ancien coordinateur de la rédaction de l'Alger républicain de 2003 à 2008, il est également l'auteur de deux ouvrages : La démocratie en Algérie. Réforme ou révolution ? (Apic et Lazhari-Labter, Alger, 2012) et Grand Moyen Orient : guerres ou paix ? (Lazhari-Labter, Alger, 2008).

Il vient de publier aux éditions Le Croquant le livre intitulé [Algérie 2019-2020: Le peuple insurgé. Entre réforme et révolution](#).

Dans l'analyse que vous avez récemment publiée sur Contretemps, vous dites que le Hirak reste sur l'offensive stratégique, mais que le régime a remporté, avec les élections, une victoire tactique. Quelle voie doit suivre le mouvement pour arriver à la victoire ? Croyez-vous qu'à cette date du 1er anniversaire (22 février, 53e semaine), le Hirak pourra remporter une victoire tactique ?

Pour remporter une victoire tactique à la date du 1^{er} anniversaire du 22 février, il faudrait que le Hirak obtienne un objectif ce jour-là comme, par exemple, la libération de tous les détenus ou la possibilité de se réunir sans demander une autorisation préalable ou encore l'allègement significatif d'une présence policière massive lors des manifestations des mardis et vendredis... J'espère me tromper mais rien n'indique que le pouvoir soit prêt à céder quelque chose de consistant.

Le Hirak reste encore en situation de défensive tactique car il doit arracher tous ces acquis que sont la libération des détenus, l'arrêt des interpellations, le droit de réunion et celui de manifestation qui reste interdit de fait dans certaines villes du pays...

Mais il se trouve toujours en situation d'offensive stratégique car il reste puissant et s'est même renforcé depuis quelques semaines. Et le pouvoir reste sur la défensive stratégique. Il n'est pas sorti de sa crise organique car il se sait illégitime et refusé par une grande partie de la population, parce qu'il n'a pas réussi à reconstruire la façade démocratique du régime autoritaire (Parlement en ruine, partis en fin de vie...) et parce qu'il se trouve dans l'incapacité de résoudre la crise d'hégémonie d'une bourgeoisie divisée entre fraction libérale actuellement dirigeante, mais qui doit impérativement composer avec la pression populaire sur le plan économique et social et opposition ultralibérale dont certains représentants sont même au gouvernement, mais dont la politique ne peut être appliquée du fait de cette même pression populaire et de son caractère profondément antinational, ce qui heurte de plein fouet la conscience et les intérêts d'une partie de l'Etat profond.

Il n'est pas facile et sans doute impossible, pour une seule personne et dans le cadre d'un entretien, d'indiquer la voie à suivre pour permettre au mouvement d'arriver à la victoire. Il faut d'abord clarifier ce que l'on entend par victoire. Si l'on entend par là, le renversement du pouvoir par une révolution et l'instauration d'un régime démocratique provenant d'une situation de double-pouvoir, je ne pense pas que le Hirak soit, aujourd'hui, en capacité d'y parvenir, ni même qu'il en ait l'intention. Il ne s'agit pas ici d'un choix subjectif, mais d'une capacité objective. Si, en revanche, et sur la base d'une appréciation objective du rapport de force, le Hirak fait pression sur le pouvoir pour le contraindre à négocier une transition co-pilotée (comme dans l'exemple du Soudan), alors il serait possible, à certaines conditions, d'espérer une victoire. Une telle négociation, cela doit être clair, ne serait possible que si le pouvoir accepte les préalables que sont la libération totale des détenus politiques, l'annulation des condamnations et amendes infligées aux personnes jugées, l'ouverture du champ politique (droits d'expression, de manifestation, de réunion et d'organisation,

libertés syndicales, droit de grève sans entrave...), l'ouverture du champ médiatique, l'arrêt des interférences dans la Justice, etc.

Pour le contraindre à négocier, il faudrait que la mobilisation se renforce en faisant, en particulier, jonction avec les mouvements sociaux qui se multiplient dans le pays mais qui agissent aujourd'hui en parallèle et non en symbiose avec le Hirak. C'est à cela qu'il faut travailler en menant une lutte politique et idéologique au sein du Hirak pour combattre et vaincre la position élitiste bourgeoise qui oppose « revendications politiques » considérée comme noble à « revendications sociales » considérées de manière péjorative comme relevant de préoccupations vulgaires. Il faut faire triompher l'idée, au sein du Hirak, que les revendications sociales sont des revendications politiques dans la mesure où elles renvoient à des politiques économiques. Il faut en même temps travailler à amener les mouvements sociaux (syndicats, groupes de citoyens luttant pour le logement...) à comprendre la nécessité de dépasser le cadre corporatiste ou local en intégrant leurs luttes au combat pour un régime démocratique et social. Une image exprime la nécessité de la jonction des revendications politiques et sociales. Lors de la marche étudiante, mais en réalité populaire, du mardi 11 février à Alger, le Hirak est passé devant un rassemblement de citoyens protestants devant l'Assemblée populaire communale (APC) d'Alger-centre contre leur exclusion d'un programme de relogement. Le Hirak a continué sa marche de son côté et les citoyens ont continué à brandir leurs pancartes et à crier leurs slogans devant l'édifice public. C'est une telle jonction qu'il s'agit de construire dans les mois à venir.

Le Hirak pourrait alors devenir le creuset de tous les combats partiels, locaux et de corporation et reposer sur ses trois fondements : social, démocratique et anti-impérialiste. Cette dernière dimension existe déjà à travers la solidarité avec la Palestine (mais malheureusement pas encore avec le peuple sahraoui), la lutte contre l'exploitation du gaz de schiste, le refus de la loi sur les hydrocarbures, et l'opposition aux ingérences impérialistes (française, américaine ou émiratie...).

Sur le plan démocratique, le Hirak doit soutenir en particulier la lutte des magistrats et des avocats pour l'indépendance de la Justice par rapport au gouvernement, poursuivre son combat pour la libération des détenus et la fin des intimidations et interpellations de marcheurs...

Partant du principe que le Hirak ne peut objectivement se structurer en tant que tel, il faut travailler à l'émergence et/ou au renforcement des syndicats, des associations, des partis. Tout cela nécessite du temps, mais il s'agit là de conditions indispensables à toute victoire car le pouvoir s'est attaché, depuis plusieurs décennies déjà, à briser tous les cadres de lutte et d'organisation syndicaux, associatifs et partisans.

L'une des conditions d'une victoire possible, dans le futur, réside dans la poursuite d'une « lutte de mouvement » pour imposer, par de grandes manifestations, le retour à l'expression libre de la souveraineté populaire par l'ouverture d'une transition démocratique et dans le renforcement d'une « lutte de position » visant à arracher le maximum de libertés, droits et acquis politiques démocratiques, économiques et sociaux.

Considérez-vous que le nouveau gouvernement d'Abdelmadjid Tebboune et la mort du général Gaïd Salah ont apporté des changements à la politique du gouvernement ? Quelle confiance méritent les promesses de dialogue faites par le nouveau président ?

Le nouveau gouvernement d'Abdelmadjid Tebboune est obligé d'apporter des changements car il ne peut poursuivre une politique qui a provoqué l'explosion du 22 février 2019. Il se doit de gommer les aspects les plus outranciers de la gouvernance de Bouteflika en rompant avec le culte de la

personnalité dont ce dernier était l'objet, en louant lors de ses interventions le « Hirak moubarak » (béni) – sans l'existence duquel il ne serait jamais parvenu à la Présidence –, en faisant quelques ouvertures démocratiques dans son projet de Constitution en préparation concernant les libertés, en poursuivant la lutte contre la corruption (projet de criminalisation de la fraude fiscale...) et en axant, comme on a pu l'observer il y a quelques jours lors de sa rencontre nationale avec les walis (préfets), son action sur l'amélioration immédiate des conditions de vie des couches déshéritées, en particulier dans les campagnes, les hauts-plateaux, les zones montagnardes et le Sahara.

Le pouvoir est donc contraint, par la peur politique que lui inspirent le Hirak et le mécontentement populaire qui dépasse le Hirak, d'opérer des changements dans sa politique. Mais les limites de ces changements transparaissent clairement avec les interpellations et condamnations de marcheurs, le refus de libérer les détenus et d'accorder des salles de réunion à des militants et autres hirakistes, la poursuite de la répression pour empêcher les marches du vendredi dans certaines villes... Ces limites peuvent même être décryptées à travers les déclarations successives d'Abdelmadjid Tebboune. Il s'agit pour lui de « retrouver la confiance des citoyens » et non pas de permettre à ces citoyens de décider eux-mêmes de l'architecture institutionnelle de l'Etat (Constitution) et de la politique économique, sociale et étrangère du gouvernement, bref de devenir enfin le véritable souverain et constituant du pays. Le pouvoir veut apporter des changements dans le cadre du régime actuel et non changer de régime, ce qui se comprend tout à fait de son point de vue.

Face aux promesses du pouvoir et aux changements qu'il compte apporter et qui constitueront autant de victoires pour le Hirak si elles se matérialisent, il faut que le Hirak ait sa propre feuille de route et qu'il se donne les moyens de rassembler pour construire un bloc social majoritaire alternatif dans le pays.

Lorsque la presse parle de « militants influents du Hirak », fait-elle référence à une sorte de direction anonyme ? Qui dirige vraiment le Hirak ? Le fait que le mouvement n'ait pas de direction connue ne pourrait-il pas être un obstacle à des négociations avec le gouvernement ?

Effectivement, le Hirak n'a pas de direction. Ni connue ni inconnue même s'il y a bien évidemment beaucoup de candidats, non déclarés formellement mais dont on peut aisément saisir les intentions, à cette fonction politique. Le Hirak a beaucoup de respect pour les détenus politiques actuels, à venir ou libérés, mais cela ne se traduit nullement jusqu'ici par une influence politique sur le mouvement. Le Hirak n'est pas dirigé par une force politique. Il s'agit d'une nébuleuse à l'intérieur de laquelle de nombreux courants interviennent mais sans qu'aucun d'entre eux ne détienne une quelconque hégémonie. Comment pourrait-il d'ailleurs en être autrement lorsque l'on sait dans quel état sont les forces politiques et culturelles du pays ?

Cette absence de direction formelle ne constitue pas à mon avis un obstacle infranchissable à la tenue de négociations. Le Hirak pourra toujours donner son approbation à la formation d'un groupe de négociateurs ou le dénoncer lors de ses manifestations hebdomadaires. De même qu'il pourra toujours donner son approbation aux résultats de ces négociations ou les refuser. Le Hirak est un mouvement de pression sur le pouvoir, il ne s'est pas à ce jour organisé et doté d'une direction pour entamer des négociations ou pour se constituer en alternative directe au pouvoir, mais il pourrait tout à fait déléguer directement ou indirectement une sorte de représentation. Je pense qu'il trouvera lui-même les moyens de le faire.

Quelle relation le Hirak entretient-il avec certains héros de l'indépendance, chefs historiques du FLN, revendiqués lors des manifestations, comme Abane Ramdane et Amirouche ?

Tout le monde a salué le fait que le Hirak, les jeunes générations en particulier, se reconnaisse dans les figures historiques du mouvement de libération nationale. Ces figures, dont vous avez cité quelques noms, représentent des symboles de la lutte pour l'émancipation nationale du peuple algérien face au colonialisme français. Il est naturel que le Hirak qui lutte aujourd'hui pour l'émancipation politique du peuple se reconnaisse dans ces figures du passé.

L'épine dorsale de l'État algérien est l'armée, comme en témoigne cette crise. Est-il possible de le vaincre politiquement, étant la plus puissante d'Afrique et l'une des plus grandes du monde ?

Il ne s'agit pas à mon avis de vaincre l'armée. On a vu où menait, en Libye et en Syrie, la confusion entre lutte contre le régime et lutte contre l'État. Le Hirak lutte pour un changement de régime. Il n'est pas contre l'État ni l'armée, mais contre la confiscation de la souveraineté populaire par le régime dont la haute hiérarchie militaire fait partie. Il a dès le début scandé « armée-peuple, frères-frères » et il demande en même temps un « régime civil et non militaire », c'est-à-dire un régime démocratique. L'une des tâches politiques principales des forces politiques consiste aujourd'hui à penser l'articulation pouvoir civil/armée au service du peuple afin de ne pas tomber dans le formalisme parlementaire bourgeois qui prétend que l'armée doit être neutre/apolitique - ce qu'elle n'est jamais - pour mieux mener des politiques antipopulaires. L'armée doit faire de la politique, une politique au service des masses, et sous le contrôle du politique, des élus du peuple. Il s'agit là à mon avis d'un principe général qui mérite réflexion et approfondissement pour être mis en pratique.

En contestant les élections du 12 décembre, les wilayas de la Kabylie ont été au premier plan de la grève générale déclenchée. Comment expliquez-vous ce rôle d'avant-garde ? Des raisons historiques ? L'organisation des comités de citoyens ?

Pour moi, la Kabylie est au premier rang du combat, mais elle n'en est pas l'avant-garde. J'entends la notion de force d'avant-garde au sens léniniste du terme, c'est-à-dire une force sociale qui répond à deux conditions. Primo, être en mesure d'entraîner effectivement derrière elle le reste du pays. Secundo être reconnue comme avant-garde par ces forces. Autrement, on occupe, au mieux la première place du combat, ce qui est une place éminente, respectable et même enviable et, au pire, on se situe trois pas devant les forces à entraîner et non un pas et un seul, ce que doit être l'avant-garde.

Pour en revenir à la Kabylie, j'ai déjà utilisé la formule suivante dans un livre sur la question démocratique : « La Kabylie est à l'avant-garde du combat démocratique, mais elle n'en est pas l'avant-garde ». Il me semble de ce point de vue que les mots d'ordre de grève générale et de boycott ne pouvaient pas réussir le 12 décembre 2019 du fait du développement inégal des luttes à l'échelle du pays. La Kabylie se trouve effectivement en avance sur le reste du pays, mais elle n'a pas réussi à entraîner ce reste derrière elle. C'est pourquoi le mot d'ordre de grève n'a pas réussi ailleurs et c'est pourquoi des Algériens ont voté le 12, y compris certains qui avaient participé au Hirak à certains moments. La cause de cet échec n'est pas la Kabylie en tant que telle. Elle réside dans le caractère inégal du développement de la conscience, de la lutte et de l'organisation politique, syndicale et associative dans le pays.

Région dont la langue et la culture ont été opprimées depuis des décennies, la Kabylie est très vite entrée en rébellion pour préserver son capital culturel et linguistique. La revendication démocratique constituait dans ces conditions le vecteur quasi naturel de ce combat « identitaire ». La Kabylie fut donc le berceau du MCB et de nombreuses autres organisations (enfants de chouhada, ligues des droits de l'homme, mouvements étudiantin, féministe, culturel... Région montagnaise ayant mieux résisté que d'autres régions à la destruction de ses structures sociales traditionnelles, la Kabylie était mieux organisée au niveau des villages (tadjmat, twiza...). Ce qui ne signifie pas que les autres régions en étaient totalement dépourvues. Enfin, en tant que zone d'émigration massive vers la France, nombreux étaient les travailleurs kabyles disposant d'une expérience syndicale, associative, politique à travers les luttes menées au sein de la métropole coloniale.

Pour toutes ces raisons, la Kabylie était au premier rang du combat démocratique, ce qui ne signifie pas mécaniquement que les Kabyles étaient tous des démocrates convaincus dans leur discours et dans leur pratique. Mais elle occupait la première place du combat démocratique parce qu'elle en avait un besoin pressant. Cela constitue un acquis précieux pour cette région et pour toute l'Algérie.

De ce point de vue, le reste du pays a fait un énorme bond politique en avant depuis une année. Il a en particulier refusé de tomber dans le piège de la division régionaliste dans lequel le pouvoir a tenté de le pousser à compter de juin 2019. Il reste maintenant à accélérer la mise à niveau du reste du pays avec la Kabylie. C'est justement aux partis, syndicats et associations que revient cette tâche.

Comment voyez-vous la formation du Pacte de l'Alternative Démocratique ? Quel rôle peut-il jouer ?

Toutes les initiatives visant à contribuer au renforcement et au succès du Hirak sont les bienvenues et sont à saluer. Le PAD a incontestablement fait avancer l'idée d'Assemblée constituante souveraine dans la conscience politique du pays. Son action dans la région de Bejaïa qui est un vieux berceau des luttes syndicales et politiques a permis de montrer ce que la jonction entre forces politiques, associatives et syndicales pouvaient apporter en termes de mobilisation, de conscientisation et d'organisation. Mais l'expérience de Bejaïa s'avère malheureusement unique à ce jour. La première tâche du PAD et de tous ceux qui se reconnaissent dans sa démarche consiste à étendre cette expérience dans les autres wilayas (départements) afin d'éviter de donner l'impression d'une structure suspendue dans le vide et à la renommée essentiellement médiatique. Il s'agit pour cela d'introduire la question sociale dans le Hirak et d'amener par un travail patient les syndicats à jouer leur rôle dans ce mouvement, ce qui n'est malheureusement pas le cas à ce jour.

Deuxièmement, le mot d'ordre d'Assemblée constituante souveraine qu'il convient de continuer à propager ne sera effectivement opérationnel, et cessera de ce fait d'être essentiellement propagandiste, le jour où le mouvement populaire aura imposé une transition. C'est sur cette question que le combat doit porter aujourd'hui et qu'une tactique de lutte doit être définie.

N'oublions pas enfin que les forces politiques, syndicales et associatives ont été laminées par le régime libéral autoritaire, par les effets sociaux, politiques et idéologiques du libéralisme économique (destruction du tissu industriel, compression d'effectifs, recul du syndicalisme, montée de l'individualisme...) et par l'islamisme durant les décennies 1980 et 1990. Un véritable rouleau compresseur est passé sur le mouvement populaire. Il s'agit aujourd'hui de le reconstruire car les forces qui composent le PAD n'ont pas été épargnées par ce recul historique.

Quels sont les chemins que la classe ouvrière algérienne doit suivre pour s'organiser de manière indépendante ?

Le prolétariat, qui se compose de la classe ouvrière industrielle et agricole, mais également des employés, des chômeurs, des retraités, des techniciens... doit consolider son organisation syndicale et renouer avec une vision de classe de son combat. Les travailleurs luttent déjà, certains s'organisent en syndicats mais ils restent sous hégémonie de forces petites-bourgeoises. L'influence des idées de classe portées autrefois par des formations de classe a fortement reculé. Or, seul un parti de classe sera en mesure de les amener à rompre avec cette vision et à développer leur propre vision. Mais un tel parti de classe - ne parlons pas d'un parti révolutionnaire - n'existe malheureusement pas.

La première tâche consiste donc à travailler à sa construction. A sa construction, pas à sa proclamation. Il est facile de se tailler une idéologie révolutionnaire, d'élaborer un semblant de programme radical, de propager un sigle et une organisation que les travailleurs n'auraient qu'à rejoindre, qu'à habiter. C'est ce que nous faisons depuis des décennies et ça ne fonctionne pas. Il ne s'agit donc pas de se substituer aux travailleurs mais d'effectuer le travail politique (éducation populaire, travail syndical, lutte politique...) pour amener les plus conscients d'entre eux à prendre en charge eux-mêmes la construction de leur parti car la première tâche, dans un pays où les travailleurs n'ont pas conquis leur indépendance de classe, consiste à l'arracher. Cela nécessitera un certain temps et une maturité politique des militants de la cause des travailleurs afin qu'ils distinguent le nécessaire de l'accessoire, qu'ils rompent avec le dogmatisme et le sectarisme sans renoncer le moins du monde à leurs convictions.

L'heure est au rassemblement des travailleurs dans les syndicats et dans un parti de classe. Le temps de la clarification voire de la rupture entre courants révolutionnaire et réformiste adviendra plus tard. Quand il se posera concrètement dans les luttes de classes d'aujourd'hui et non pas en fonction d'appréciations historiques. Dans le cas contraire, nous assisterons, comme c'est malheureusement le cas dans la plupart des pays, à une lutte idéologique permanente entre sectes coupées des masses et sans ancrage parmi les travailleurs, donc inutiles.